



Mairie de Lautrec

Envoyé en préfecture le 16/07/2026
Reçu en préfecture le 16/07/2026
Publié le 16/07/2026
ID : 081-218101392-20260715-DECISION2026_17-AR

DECISION DU MAIRE

Décision n° 2026-17

MARCHE DE TRAVAUX –ISOLATION THERMIQUE -APPARTEMENT COMMUNAL 1

Le Maire de la Commune de Lautrec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2026-30 en date du 30 mars 2026 alinéa 4 donnant délégation au maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Considérant la nécessité de réaliser des travaux d'amélioration et notamment d'isolation thermique de l'appartement 1 situé 2 Place du Mercadial

Considérant le devis de l'entreprise MONTAGNE PLAQUSITE ayant son siège 7 Chemin de la pomme 31250 REVEL d'un montant de 9 729.84€ HT.

DECIDE

Article 1 : de valider le devis de l'entreprise MONTAGNE PLAQUSITE ayant son siège 7 Chemin de la pomme 31250 REVEL pour la réalisation de travaux d'amélioration (isolation thermique) de l'appartement 1 pour un montant de 9 729.84€ HT.

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions de la Commune.

Fait à Lautrec le 15 juillet 2026

**Le Maire,
Thierry DAGUZAN**

Mise en ligne : 16 juillet 2026



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;-deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai